

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/178

31 mai 1996

(96-2053)

Comité des sauvegardes

Original: français

REPONSE A LA QUESTION DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE¹
CONCERNANT LA NOTIFICATION DES LOIS ET
REGLEMENTATIONS DE LA TUNISIE²
AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6
DE L'ACCORD

La Mission permanente de la Tunisie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 mai 1996.

Question

La Tunisie déclare dans sa notification qu'elle ne dispose pas de législation en matière de sauvegardes. Compte-t-elle adopter une législation de ce type dans un avenir prévisible?

Réponse

La Tunisie a ratifié l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce en vertu de la Loi n° 95-6 du 23 janvier 1995.

L'Accord de l'OMC sur les sauvegardes a, en application de l'article 36 de la Constitution, force supérieure à la loi nationale. Les dispositions de cet accord pourraient être appliquées en l'absence d'une législation nationale dans ce domaine.

La Tunisie se propose, également, de mettre en place une législation nationale en matière de sauvegardes conformément à l'Accord de l'OMC. Elle estime que l'établissement de cette législation pourrait avoir lieu à la fin du premier semestre de 1997.

¹G/SG/W/151.

²G/SG/N/TUN/1.